



# VILLE DE ST ORENS-DE-GAMEVILLE



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 63/2011

DATE DE CONVOCATION :  
25 Mai 2011

### NOMBRE DE CONSEILLERS

Exercice : 33  
Présents : 22  
Votants : 31

L'an deux mille onze et le 31 Mai à 20 heures

Le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE légalement convoqué, s'est réuni dans la Salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Monsieur Christian SEMPÉ, Maire.

**Étaient présents :** MERONO - PRUVOT - ARTERO R. - SAUMIER - SARRAILH - FAVIER - CAPELLE-SPECQ - PETREMANN - REGNIER - BRULE - AUSTRUY - FLECHER - SOUBEYRAN - DELEUZE - SOUTOUL - ARTERO O. - LUMEAU-PRECEPTIS - GODFROY - AYAD - JOP - DEL BORRELLO

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents :** REVEL - CONFORTI - JACQUOND - CABASSUD - BARES - DUPUIS - BAPT - GUELFUCCI - COMBES-BOISSOT - FABRE - PUIS

### Pouvoirs :

Madame Anne-Marie REVEL	à	Monsieur Christian SEMPÉ
Madame Joëlle CONFORTI	à	Monsieur Robert ARTERO
Monsieur Jean-Paul JACQUOND	à	Madame Muriel PRUVOT
Monsieur Philippe BAPT	à	Monsieur Claude PETREMANN
Madame Marie-Laurence BARES	à	Monsieur Olivier ARTERO
Madame Sandrine DUPUIS	à	Monsieur Michel SARRAILH
Madame Sarah GUELFUCCI	à	Madame Christiane REGNIER
Madame Annick COMBES-BOISSOT	à	Monsieur Marc DEL BORRELLO
Monsieur André PUIS	à	Monsieur Serge JOP

**Monsieur Robert ARTERO** a été élu secrétaire de séance.

**OBJET :** Instauration de la TLPE

**Objet : Instauration de la TLPE**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2333-6 à L.2333-16,

**Vu** la loi de finances rectificative pour 2007, et notamment son article 73,

**Vu** la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 171,

**Vu** la circulaire du 24 septembre 2008 présentant le nouveau régime de la taxation locale de la publicité issu de l'article 171 de la loi du 4 août 2008 susvisée,

**Vu** le budget communal,

**Considérant** que la TLPE concerne les dispositifs publicitaires, les enseignes, et les pré-enseignes et qu'elle est assise sur la superficie exploitée, hors encadrement

**Considérant** l'objectif de limiter la pollution visuelle sur le territoire.

**Considérant** qu'en sont exonérés les dispositifs exclusivement dédiés à l'affichage de publicités à visée non commerciale ou concernant des spectacles, ainsi que les enseignes, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 7 m<sup>2</sup> (sauf délibération contraire)

**Considérant** les cas facultatifs d'exonération et de réfaction prévus par les textes

**Considérant** que le Conseil Municipal a la faculté d'instituer la TLPE, avant le 1<sup>er</sup> juillet pour une application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**DECIDE**

**Article 1**

L'institution sur le territoire de la commune de la taxe locale sur la publicité extérieure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**Article 2**

D'exonérer les enseignes dont la surface cumulée est < ou égale à 12m<sup>2</sup> et les pré enseignes dont la superficie individuelle est < ou égale à 1,5m<sup>2</sup>.

**Article 3**

De ne pas appliquer de réfaction.

#### Article 4

L'application des tarifs non majorés, tels que définis ci-après conformément à la tarification de droit commun :

Supports	Enseignes		Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numérique			Dispositifs publicitaires et pré enseignes numérique		
	Superficie totale > à 12 m <sup>2</sup> < à 50 m <sup>2</sup>	Superficie > à 50 m <sup>2</sup>	Pré enseignes superficie < à 1,5m <sup>2</sup>	Superficie individuelle < ou = à 50 m <sup>2</sup>	Superficie individuelle > de 50 m <sup>2</sup>	Pré enseignes superficie < à 1,5m <sup>2</sup>	Superficie individuelle < ou = à 50 m <sup>2</sup>	Superficie individuelle > 50 m <sup>2</sup>
<u>Tarifs non majorés</u> Commune < à 50000 hab	30€ /m <sup>2</sup>	60€ /m <sup>2</sup>	Néant	15€ /m <sup>2</sup>	30€ /m <sup>2</sup>	Néant	45€ /m <sup>2</sup>	90€ /m <sup>2</sup>

#### Article 5

Les recettes en résultant seront constatées au budget communal.

#### Article 6

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération et en règle générale de tous les actes nécessaires à son application.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.  
Au registre sont les signatures.

Pour copie conforme.

Fait à Saint-Orens-de-Gameville, le

6 JUIN 2011

LE MAIRE DE ST-ORENS DE GAMEVILLE  
CERTIFIE QUE LE PRÉSENT DOCUMENT A ÉTÉ  
PUBLIÉ LE :  
NOTIFIÉ LE :  
TRANSMIS AU COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE  
LE :

LE MAIRE



MAIRE  
Christian SEMPÉ